

Éditorial

SOMMAIRE

Éditorial1

Projets de recherche

Cartographie participative et
réduction des risques2

La réserve de biosphère du
cerrado au Brésil4

Actualités

Colloques6

Divers7

Publications8

Cette année 2013 devrait être pour une large part dédiée à la préparation des projets des Unités Mixtes de Recherches pour le prochain quinquennal de 2015 à 2019. S'il est sans doute utile de se remettre en question après deux années de fonctionnement en faisant le point à mi-parcours, il est difficile d'envisager de faire bouger les lignes en annonçant des décisions qui ne prendront souvent éventuellement effet qu'au bout de deux années.

Lors de notre Assemblée Générale les 14 et 15 janvier derniers, nous avons ainsi observé, au sein de l'UMR, la bonne santé de nos « micro collectifs » avec en particulier les nombreuses animations déjà évoquées dans l'éditorial de la seconde lettre de l'UMR. Mais nous avons également noté que la communication entre ces collectifs pourrait être bien plus satisfaisante ; les progrès, réalisations et perspectives restent encore en nombre limité.

Mais nous avons aussi à nouveau (nous en avons déjà fait état dans l'éditorial de la troisième lettre) fait le constat de la qualité et du dynamisme des nombreux réseaux locaux entre les équipes des unités relevant des institutions de recherche et d'enseignement de Montpellier et de la région.

Peut-être pourrions-nous mettre à profit ce temps de préparation pour mieux identifier et présenter ces réseaux. Il pourrait alors être possible d'en faire collectivement état au sein de chacun des projets qui seront proposés par les unités dont les recherches portent de façon centrale sur les relations socio-environnementales.

Francis Laloë
Directeur de l'UMR GREED



Photo T. Ruf

LA CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE LA RÉDUCTION DES RISQUES

Qu'est-ce que la cartographie participative en trois dimensions ?



Photo J.C. Gaillard - Activité de cartographie participative en trois dimensions à Gati (Cambodge, janvier 2011)

La cartographie participative en trois dimensions (CP3D) consiste en des cartes en relief et à grande échelle construites par les membres de communautés villageoises ou urbaines à base de matériaux locaux (e.g. carton, papier, polystyrène, liège) sur lesquelles on superpose des couches d'informations géographiques. La CP3D permet de cartographier les formes de terrain et les points remarquables du relief, l'occupation du sol et les enjeux humains, qui sont représentés par des punaises (points), des fils de laine (lignes) et de la peinture (surfaces). A petite échelle (1:10 000 à 1:50 000), ce type de cartes est utilisé depuis deux décennies pour la gestion des ressources naturelles et à la résolution de conflits territoriaux (e.g. www.iapad.org).

Application à la réduction des risques de catastrophe

Dans le cadre des activités de l'axe 3 de L'UMR GRED, cette forme de cartographie participative est désormais appliquée à la réduction des risques de catastrophe. Depuis 2007, plus de 20 projets de ce type ont été menés par JC Gaillard et Jake Rom D. Cadag en collaboration avec des ONG et des autorités villageoises et municipales aux Philippines, en Indonésie, au Cambodge, au Népal, au Cap Vert, en France et en Nouvelle Zélande. En janvier 2013, une formation de trois jours à la CP3D a été organisée pour le Disaster Risk Reduction Network Philippines qui regroupe des ONG et des organisations citoyennes et gouvernementales. Un manuel opérationnel est également en cours de publication pour l'ONG britannique CAFOD et le réseau CIDSE.

Pour la réduction des risques de catastrophe, les échelles utilisées s'étalent du 1:500 au 1:1000 afin de permettre une cartographie plus fine. Les membres des communautés villageoises ou urbaines cartographient leur village ou quartier, notamment les maisons et autres infrastructures, ainsi que les habitants les plus vulnérables (e.g. personnes âgées, enfants, femmes enceintes, personnes à mobilité réduite) différenciés à l'aide de punaises et autres petits matériaux (e.g. cure dents, bâtonnets à glace, allumettes, etc.) de différentes formes et couleurs. Les locaux localisent également les ressources disponibles (e.g. centres d'évacuation, véhicules, personnes disposant de savoir-faire particuliers). Toutes ces informations sont au préalable identifiées à partir d'un historique des événements catastrophiques s'étant produits dans le village ou le quartier.

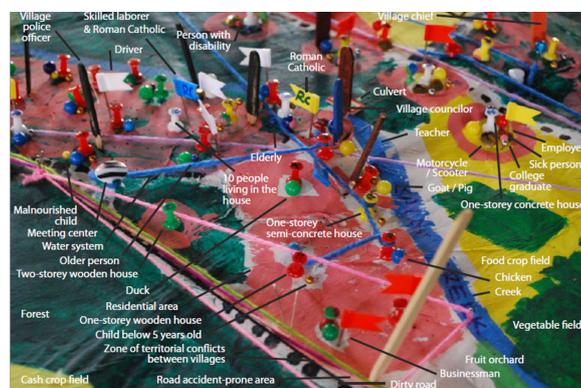


Photo J.C. Gaillard - Détails d'une carte participative en trois dimensions réalisée à Josefina (Philippines, janvier 2010)



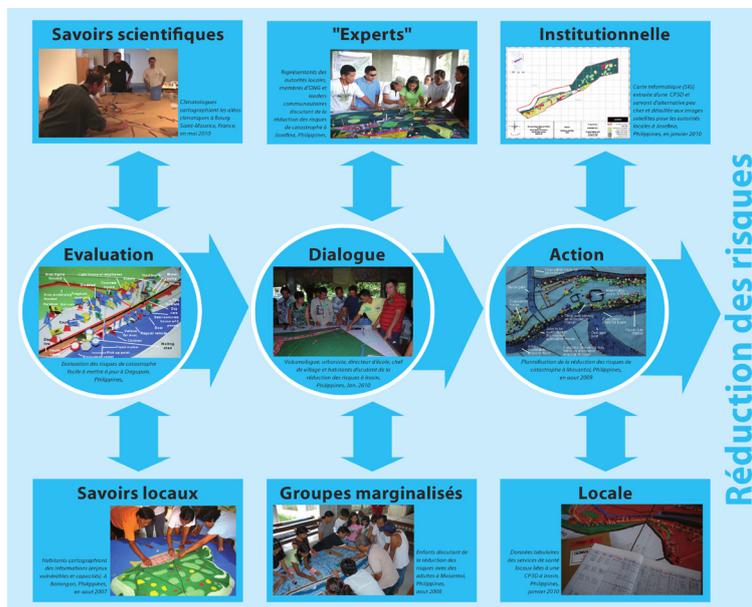
Photo J.C. Gaillard - Evaluation des risques de catastrophe à partir d'une carte participative en trois dimensions à La Carlota (Philippines, janvier 2011)

Les membres des communautés villageoises ou urbaines délimitent par la suite les zones menacées par des aléas naturels. Cette étape est souvent l'occasion de collaborer avec des scientifiques qui peuvent apporter leurs connaissances à l'évaluation des risques de catastrophe et des besoins pour la réduction de ces mêmes risques. Cette dernière phase est rapide et aisée à partir de la carte puisque aléas, vulnérabilités et capacités sont tangibles. La phase de planification s'appuie également sur la carte afin de localiser les mesures envisagées. Si les ressources nécessaires (matériels, logiciels, et savoir-faire) sont disponibles localement, les données cartographiées et les actions planifiées peuvent également être intégrées à un système d'information géographique (SIG) afin de favoriser l'utilisation des savoirs locaux au delà des communautés villageoises ou urbaines et d'intégrer les actions de réduction des risques de catastrophe aux niveaux municipal et provincial.

CP3D EN TROIS DIMENSIONS POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Un outil de dialogue et de gouvernance intégrée des risques de catastrophe

Le principal atout de la CP3D est de favoriser le dialogue entre acteurs internes et externes aux communautés villageoises ou urbaines. Parce que les cartes sont à l'échelle, scientifiques et autorités locales disposent des points de repère propres aux cartes plus formelles habituellement utilisées pour la réduction des risques de catastrophe. Les locaux s'approprient par ailleurs un outil qu'ils ont eux-mêmes créé. Dans ce sens, la CP3D permet de regrouper autour d'une même table, au même moment, un large groupe d'acteurs qui n'ont que très peu souvent l'occasion de collaborer. De nombreuses expériences ont montré que cet outil cartographique donne l'opportunité aux membres des secteurs les plus marginalisés des communautés villageoises ou urbaines (e.g. illettrés, personnes à mobilité réduite, enfants, minorités sexuelles et de genre), le plus souvent exclus de la réduction des risques de catastrophe, de dialoguer en face à face avec des scientifiques ou des représentants



Approche intégrée pour la réduction des risques de catastrophe et contribution de la cartographie participative en trois dimensions

de l'état qui rejettent d'ordinaire les connaissances, savoir-faire et autres ressources locales. Ces discussions peuvent être facilitées par les ONG qui jouent alors un rôle de modérateur. Cet espace de dialogue permet ainsi d'intégrer connaissances scientifiques et savoirs locaux mais aussi actions d'application par le bas et par le haut à la réduction des risques de catastrophe. La CP3D constitue à ce titre un outil de gouvernance intégrée.

Limites et perspectives

Si la CP3D offre de nombreux avantages en matière de réduction des risques de catastrophe, elle ne peut être utilisée de manière isolée et doit être combinée avec d'autres outils participatifs. Combiner les outils est particulièrement important afin d'appréhender les dimensions de la vulnérabilité et des capacités qui sont difficiles à intégrer à la CP3D, notamment les questions temporelles et les relations entre individus. Comme pour tout autre outil participatif, l'efficacité et la durabilité d'un projet de CP3D tient avant tout au processus de participation et au respect des souhaits et besoins locaux : disposer d'une carte n'est pas une fin en soi. Celle-ci doit être utilisée afin de créer un dialogue entre acteurs, faciliter l'évaluation des besoins et permettre une planification de la réduction des risques de catastrophe.

Au delà de son application à la réduction des risques de catastrophe, la CP3D à grande échelle est désormais appliquée à l'évaluation et au renforcement des moyens de subsistance, notamment au travers de recherche-action SLIPICHE (Sustainable Livelihoods In Pacific Islands Changing and Hazardous Environment).

JC Gaillard et Jake Rom D. Cadag

Contacts : JC Gaillard: jc.gaillard@auckland.ac.nz - Jake Rom D. Cadag: jrdcadag@yahoo.com

Pour en savoir plus

Gaillard J.C., Cadag J.R.C. (2013) Participatory 3-dimensional mapping for disaster risk reduction: a field manual for practitioners. Catholic Agency for Overseas Development, London, in press.

Cadag J.R.D., Gaillard J.C. (2012) Integrating knowledge and actions in disaster risk reduction: the contribution of participatory mapping. *Area* 44(1): 100-109.

Gaillard J.C., Cadag J.R.D., Fellizar-Cagay M., Francisco A., Glipo A. (2011) Participatory 3 dimensional mapping for reducing the risk of disasters in Irosin, Philippines. Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, Paris.

Gaillard J.C., Maceda E.A. (2009) Participatory 3-dimensional mapping for disaster risk reduction. *Participatory Learning and Action* 60: 109-118.

LA RÉSERVE DE BIOSPHÈRE

Le contexte

Le programme RESBIO Cerrado témoigne d'un partenariat de long terme avec l'Institut d'Études Socio-Environnementales (IESA) de l'Université Fédérale de Goiás (UFG). La collaboration a débuté en 2008 avec l'obtention d'un financement de l'ANR Suds pour réaliser le programme BioTEK. Les chercheurs de l'IESA et de GRED ont pu continuer leurs travaux dans le cadre d'un programme financé par le CNPq (Centre national de la recherche brésilienne) dénommé BioTEK Cerrado. Ces deux programmes étaient orientés vers l'analyse de la façon dont le gouvernement brésilien met en œuvre le régime international de protection et de valorisation de la biodiversité.

Le programme RESBIO Cerrado (appel d'offre du CNPq Universal 14/2011), qui a commencé en mars 2012 pour une durée de deux ans, développe une approche plus localisée, tournée vers l'institutionnalisation d'une réserve de biosphère (RESBIO). Les réserves de biosphère sont des sites désignés par les gouvernements nationaux et reconnus par l'UNESCO dans le cadre de son programme sur l'homme et la biosphère (MAB). Ces réserves ont pour but de concilier conservation de la diversité naturelle et culturelle et développement économique et social.

Les objectifs

L'équipe cherche à comprendre comment, dans le biome Cerrado (savane arborée) de la région nord de l'état de Goiás (région centre-ouest du Brésil), coexistent des politiques publiques parfois contradictoires. Le Cerrado a émergé comme enjeu écologique sur la scène internationale à la fin de l'année 2009 lors de la conférence de Copenhague sur le changement climatique (CoP15). Des politiques nationales cherchent dorénavant à réduire la déforestation dans ce biome et à créer de nouvelles zones de protection de l'environnement, afin de répondre aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), toutes deux adoptées à Rio de Janeiro en 1992. Des filières de produits agricoles issus

des systèmes traditionnels (peuples autochtones, agriculteurs familiaux, communautés quilombolas formées par d'anciens réfugiés de l'esclavage...) sont mises en place, alors que les politiques de développement rural sont redéfinies à l'aune de nouvelles exigences (agroécologie, commerce équitable...). Parallèlement, les pouvoirs publics continuent à favoriser l'expansion d'une agriculture moderne reposant sur l'utilisation d'intrants et de technologie transgénique.



Photo G. Filoche : le biome Cerrado (nord du Goiás, Brésil)



Photo G. Filoche : communauté Kalunga (quilombolas) à Cavalcante (Goiás)

Localisée dans la région nord du Goiás, la RESBIO Cerrado, en plein processus d'institutionnalisation, cristallise ces différentes tendances. Elle est formée d'une mosaïque d'aires protégées, certaines étant de protection intégrale (sans activité humaine), d'autres dites d'usage durable étant supposées fournir aux populations traditionnelles des opportunités de développement. Dans le même temps, la RESBIO intègre des territoires contrôlés par l'agronégoce, autant que des espaces occupés par des petits producteurs.

L'ensemble de ces acteurs redoutent la RESBIO, ne sachant pas dans quelle mesure leurs pratiques vont devoir évoluer, mais cherchent également à tirer parti des dynamiques impulsées par la réserve, comme par exemple les dispositifs de paiements pour services environnementaux en construction.

Notre équipe, composée majoritairement de géographes, mais aussi de juristes, économistes et ingénieurs forestiers, cherche à analyser la cohérence de RESBIO à l'aune de la diversité de ces enjeux et des conflits d'usage entre acteurs, et à comprendre les nouvelles dynamiques territoriales causées par cette institution.



Photo G. Filoche : mise en place d'un système agroforestier à Alto Paraíso de Goiás

Les activités réalisées

Au-delà du noyau dur formé par les chercheurs de l'IESA et les chercheurs de GRED, ensemble de partenaires, un réseau de travail a été créé, impliquant le Centre de Développement Durable – Université de Brasília (CDS-UnB), le Centre National de Recherche Scientifique - Acteurs, Ressources et Territoires dans le développement (CNRS-ARTDEV), ainsi que l'Entreprise Brésilienne de Recherche en Agronomie (Embrapa). Récemment, un accord de coopération a été signé avec l'Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade (ICMBio), autorité gestionnaire de la RESEX Recanto das Araras de Terra Ronca.

Au-delà des nombreux travaux de terrain pendant lesquels les étudiants associés au projet peuvent acquérir les bases méthodologiques, un groupe d'études et de lecture se réunissant hebdomadairement a été créé. Une dizaine d'étudiants y participent : certains, en début de cursus, ont obtenu des bourses d'initiation scientifique, tandis que des chercheurs plus confirmés réalisent leurs travaux de thèse de doctorat dans ce cadre.

En octobre 2012, un premier Workshop a été organisé, et a permis aux membres du programme de présenter l'avancée de leurs recherches, sous l'œil de personnalités extérieures invitées pour l'occasion. De nombreuses études de cas ont été traitées (APA du Pouso Alto, RESEX de Terra Ronca, Territoire Kalunga...). Les deux chercheurs GRED affectés à l'UFG ont également pu dispenser des cours spéciaux auxquels ont participé des étudiants participant au projet ou venant d'autres universités brésiliennes.

G. Filoche

Chercheurs impliqués :

Maria Geralda de Almeida (UFG), Fabrizia Gioppo Nunes (UFG), Ronan Borges (UFG), Lara Cristine Gomes Ferreira (UFG), Fabio Venturoli (UFG), Wilma Amorim (UFG), Herbert Cavalcante de Lima (Embrapa), Catherine Aubertin (IRD-UFG), Ludivine Eloy (CNRS-UnB), Geoffroy Filoche (IRD-UFG).

Pour plus d'informations :

- www.iesa.ufg.br
- www.bresil.ird.fr

24e colloque de l'association CORAIL, 15-16 novembre 2012

La question du terrain de recherche ne se réduit pas à la définition d'une localisation ou d'un espace géographique. Si ce critère est bien sûr important, il s'articule à d'autres dimensions : un terrain est également un espace temporel, social et institutionnel, il peut aussi être multi-situé. Par ailleurs, le terrain n'est pas un « objet » dissocié du chercheur, c'est un réseau d'interactions et de positionnements, réseau d'acteurs, d'institutions, d'objets, d'idée, etc. fréquenté et transformé par le chercheur. Enfin, le terrain est affaire de contexte historique et politique. Espace insulaire, la Nouvelle-Calédonie, comme tout terrain de recherche, ne répond pas à une définition purement géographique. Elle est en particulier engagée dans un processus de décolonisation inédit dont les effets sur la manière de penser et de faire de la recherche de terrain n'ont pas encore été complètement explorés : quelle forme prend la « décolonisation de la recherche », expression qui a donné lieu à des controverses importantes dans le Pacifique anglophone, dans le contexte néo-calédonien contemporain.

C'est autour de cette constellation d'enjeux générés par la recherche de terrain en sciences sociales que s'est organisé le **24e colloque de l'association CORAIL « L'enquête de terrain en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique : enjeux théoriques, méthodologiques et éthiques »** qui s'est tenu sur le campus de l'Université de la Nouvelle-Calédonie les 15 et 16 novembre 2012, augmenté le 22 novembre d'une conférence de Loïc Wacquant, professeur de sociologie à l'Université de Berkeley et ancien « Orstomien » en Nouvelle-Calédonie, « Le corps, le ghetto et l'État pénal : jalons et leçons d'un itinéraire de recherche ». Le colloque a réuni devant un public nombreux et diversifié une trentaine de contributions émanant de chercheurs expérimentés et de jeunes chercheurs des différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Les échanges ont été intenses, répondant à l'objectif affiché de croiser les approches, les sources et les disciplines pour traiter à partir de ce socle des questions de politique et d'éthique du terrain. Cette conférence sera suivie de la publication d'un ouvrage collectif aux éditions L'Harmattan.

Comité d'organisation :

Véronique Fillol, CNEP, UNC (vero.fillol@lagoon.nc)

Pierre-Yves Le Meur, IRD (pierre-yves.lemeur@ird.fr)

IX^e Rencontre annuelle «Géorisque», 21-22 janvier 2013



Devenues un rendez-vous incontournable en matière d'étude sur les risques « naturels » et sur la gestion des crises inhérentes, les IX^{ème} rencontres GEORISQUE ont réuni cette année plus de 140 personnes. Ce colloque était organisé par l'UMR GRED (UPV-UM3/IRD), les étudiants du master 2 GcRN (Gestion des catastrophes et des Risques Naturels), de l'Université Paul Valéry, et l'École des Mines d'Alès.

La version 2013 présentait une double innovation par rapports aux rencontres précédentes.

En prenant tout d'abord la forme d'une « doctorale », la rencontre a eu pour objectif de dresser un état de la recherche dans le domaine de la gestion des phases de pré-crise, crise et post-crise lors de catastrophes naturelles et technologiques. 35 doctorants provenant de 20 universités ou écoles françaises et étrangères se sont ainsi succédés afin de présenter leurs recherches et en débattre. La richesse des débats a été renforcée, en intermittence avec les 20 interventions orales, par la présentation de 15 thèses sous la forme de poster.

Innovation également avec le partenariat de l'École des Mines d'Alès et l'ouverture sur une approche plus technique des risques, naturels et technologiques, et par l'approche des outils de gestion des crises. Le colloque a été suivi d'une excursion à Alès dans l'après-midi de la deuxième journée, consacrée à la visite de la salle de simulation de gestion de crise de l'École des Mines.

Calendrier des manifestations organisées ou co-organisées par le GRED

- Colloque International «Le développement durable en Océanie. Vers une éthique nouvelle»
24-26 avril 2013, Province Nord de Nouvelle-Calédonie
- Colloque International de l'Association Euro-africaine pour l'Anthropologie du Changement social et du Développement (APAD)
Les relations d'enquête en contexte de développement ou d'urgence. Accès, risques, savoirs, restitutions
13-15 juin 2013, Montpellier, France
- Ecological Economics and Institutional Dynamics (ESEE)
18-21 juin 2013, Lille, France
- Water History Conference
25-29 juin 2013, Montpellier, France

Distinction

Gilles Ardinat a reçu le **prix de la recherche Le Monde** le 15 novembre 2012 dans les locaux du quotidien. Gilles Ardinat a effectué son doctorat «Géographie de la compétitivité, mesure et représentation de la performance économique des nations dans la mondialisation», sous la direction de J.M. Miossec dans le cadre de l'UMR GRED. Ce prix est décerné cette année à 5 thèses en Lettres et Sciences Humaines. Sa thèse sera publiée par Le Monde/PUF.

Journées doctorales du GRED

Deux journées doctorales (mai et octobre) seront organisées au sein de l'UMR. Ces journées seront l'occasion pour les doctorants de s'exprimer, présenter l'état d'avancement de leurs travaux, mais aussi de soumettre au collectif leurs questionnements, problèmes d'ordre méthodologie, théorique et/ou organisationnel.

La première journée doctorale portera sur le thème « **Les jeux d'acteurs : idéologie et méthodologie** ».

L'organisation et la coordination de ces journées ont été confiés à Annabelle Moatty et Bernard Moizo.

Contactcs : amoatty@yahoo.fr
bernard.moizo@ird.fr

Soutenance de thèse

Riadh Soussi soutiendra sa thèse le 14 mai à 14 h, à l'université Paul-Valéry Montpellier 3.
« Localisation des industries et enjeux urbains dans l'agglomération du Grand Tunis », sous la direction de Jean-Marie Miossec.



Photo F. Leone



Photo T. Ruf

Une sélection d'ouvrages

Wisner B., Gaillard J.-C., Kelman I. (eds.), 2012. Handbook of hazards and disaster risk reduction. Routledge, London, 875 p.

Léonard E., Chauveau J.-P., Kaboré R., 2012. Enjeux fonciers et dynamiques des rapports sociaux en milieu rural Ouest-Africain Territoires d'Afrique n° 4, 70 p.

Une sélection de publications

Bord J.-P., 2012. "La "crise" dans l'Union européenne vue par les cartes", Mappedmonde, n° 106, 11 fig., 17 p.

Chauveau J.P., Bobo S., Kouassi N., Moussa K., 2012. Milices et sociétés rurales en Côte d'Ivoire durant le conflit. Reconceptualiser le «dispositif milicien». In : R. Bazenguissa-Ganga & S. Makki, eds, *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme : 12-43.

Defossez S., 2012. Outil réglementaire vs conscience du risque dans le processus de gestion individuelle du risque inondation. *Géocarrefour*, 61-70.

Durand M.-H., Martin S., Saint-Pierre P., 2012. Viabilité et développement durable, *Natures Sciences et Sociétés*, 20(3), 271-285.

Hervé D., Müller J.-P., Ratiarson V., Ramamonjisoa B., 2012. Validation of agent-based land use model by Markovian model Application to forest-agriculture transitions in Madagascar. *Studia Informatica Universalis* 2012, 10(3), 33--61.

Kull C. A., Carrière S.M., Rakoto-Ramiantsoa H., Blanc-Pamard C., Moreau S., Tassin J. 2013. Melting Pots of Biodiversity: Tropical Smallholder Farm Landscapes as Guarantors of Sustainability. *Environment*, 55(2) : 6-15.

Mellas S., Leone F., Omira R., Gherardi M., Zourarah B., Baptista M.-A., Péroche M., Lagahé E., 2012. Une approche régionale du risque tsunami au Maroc (modélisation et exposition). *Territoires d'Afrique*, 3, 59-71.

Thiao D., Laloë F., 2012. A system of indicators for sustainability : an example from the Senegalese fisheries. *Marine Resource Economics*, 27 (3), p. 267-282.

Pour en savoir plus
<http://www.gred.ird.fr>

Contact de l'UMR
gred@ird.fr

Adresse postale
Centre IRD de Montpellier
BP 64501
34394 Montpellier cedex 5 - France

Adresse physique
IRD - UMR GRED
Parc Scientifique Agropolis 2, bât. 4
2196 Boulevard de la Lironde
34980 Montferrier-sur-Lez - France



Photo G. Michon



Photo A. Moatty

Directeur de la publication
F. Laloë

Comité éditorial
J.-P. Bord, J.-P. Cherel, N. Finot,
G. Serpantié, C. Récalt